



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle

Madame [REDACTED]
Directrice
EHPAD COURTAOU DE BIGORRE
46 R DU PIC DU MIDI
65310 HORGUES

Date : 24 octobre 2023

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire
Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

V/Réf : Votre courrier du 19 septembre 2023 reçu le 27 septembre 2023 par voie postale

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 16 août 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise la prescription maintenue avec son délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure. Dans le tableau des remarques, l'ensemble des recommandations ont été levées.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des solidarités et des familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe

Sophie ALBERT

Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives Tableau des remarques et des recommandations retenues Contrôle sur pièces de l'EHPAD COURTAOU DE BIGORRE - situé à HORGUES (65310)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Contrôle SUR PIÈCES n° : MS_2023_65_CP_11
EHPAD COURTAOU DE BIGORRE

Ecart (5)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : Le CVS ne se réunit pas au moins 3 fois par an sur convocation du Président ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF.	Fonctionnement : Art. D311-16 du CASF	Prescription 1 : Réunir le CVS a minima 3 fois par an - conformément à l'article D 311-16 du CASF. Transmettre le calendrier de tenue des CVS pour 2023 à l'ARS.	2 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Levée de la prescription 1.
Ecart 2 : Le temps d'ETP du médecin coordonnateur contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	Prescription 2 : Assurer un temps de médecin coordonnateur conforme à la réglementation (article D. 312-156 CASF) et transmettre l'attestation de conformité d'ETP médecin coordonnateur à l'ARS.	6 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Maintien de la prescription 2.

				<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	
Ecart 3 : ■ salarié(e)s ont un statut de « faisant fonction AS », inconnu réglementairement.	Délégation de tâches de l'IDE aux AS-AMP : Art. R.4311-4 du CSP	Prescription 3 : Prendre des mesures pour ne pas donner à des agents un statut qui n'existe pas réglementairement et qui pourrait, par les missions exercées, être préjudiciable pour les agents eux-mêmes. L'objectif poursuivi est la sécurisation des soins. La professionnalisation des faisant fonction est fortement recommandée. Transmettre le justificatif à l'ARS.	immédiatement	<div></div> <div></div>	Levée de la prescription 3.
Ecart 4 : Chaque résident ne dispose pas d'un PAP, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D312-155-0 du CASF, 3ème alinéa.	Art. L.311-7 du CASF Art. D.312-155-0 du CASF	Prescription 4 : Finaliser le PAP pour chaque résident. Transmettre une attestation à l'ARS.	6 mois	<div></div> <div></div>	Levée de la prescription 5.
Ecart 5 : Chaque résident ne dispose pas d'un projet individuel de vie, ce qui contrevient aux	Art. D.312-155-0 du CASF	Prescription 5 : Finaliser le projet individuel de vie pour chaque résident.	6 mois	<div></div> <div></div>	Levée de la prescription 5.

dispositions de l'article D312-155-0 du CASF, 3ème alinéa.		Transmettre une attestation à l'ARS.			
--	--	--------------------------------------	--	--	--

Remarques (6)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
Remarque 1 : L'organigramme transmis par le gestionnaire n'est pas daté.	Art. D.312-155-0, II du CASF Art. L.312-1, II, alinéa 4 du CASF	Recommandation 1 : La structure est invitée à transmettre un organigramme daté.	Immédiatement	[REDACTED]	Levée de la recommandation 1.
Remarque 2 : Le taux de rotation des IDE est de 150%. Le taux d'absentéisme des IDE est de 1,58%. Le taux de rotation des AS, AMP, AES, ASG est de 181,81%. Le taux d'absentéisme des AS, AMP, AES, ASG est de 7,60%.	Qualité et sécurité de la PEC: Art. L.311-3 du CASF	Recommandation 2 : Prendre des mesures pour stabiliser l'équipe soignante. Mener une réflexion sur une politique offensive de recrutement.	3 mois	[REDACTED]	Levée de la recommandation 2.
Remarque 3 : Les éléments transmis ne permettent pas à la mission de s'assurer de l'existence es procédures suivantes : incontinence, dépression, sommeil et ostéoporose.		Recommandation 3 : La structure est invitée à s'assurer de l'existence des procédures citées en remarque 4. Transmettre le justificatif à l'ARS	6 mois	[REDACTED]	Levée de la recommandation 3.
Remarque 4 : La structure déclare ne pas avoir organisé les accès aux consultations de spécialistes pour le		Recommandation 4 : La structure est invitée à organiser les accès aux	6 mois	[REDACTED]	Levée de la recommandation 4.

suivi des pathologies somatiques chroniques de ses résidents.		consultations de spécialistes pour le suivi des pathologies somatiques chroniques de ses résidents. Transmettre le justificatif à l'ARS			
Remarque 5 : Les éléments communiqués ne permettent pas à la mission de s'assurer de l'accès aux plateaux techniques imagerie.		Recommandation 5 : La structure est invitée à s'assurer de l'accès aux plateaux techniques imagerie Transmettre le justificatif à l'ARS.	Immédiat	██████████ ██████████ ██████████ ██████████ ██████████ ██████████	Levée de la recommandation 5 compte tenu du contexte d'absence de radiologues.
Remarque 6 : La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un service de psychiatrie.		Recommandation 6 : La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec un service de psychiatrie. Transmettre le justificatif à l'ARS.	3 mois	██████████ ██████████ ██████████ ██████████ ██████████	Levée de la recommandation 6.